

Pau, le 17 février 2023

ARRETE N°AP-2023-0038

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants, L. 325-1 à L. 325-3 et R.417-10 ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal n°AP-2013-0522 en date du 18 octobre 2013 réglementant l'emplacement de livraison au droit du n°8 rue Péré ;

Considérant que l'emplacement de livraison a été créé au droit du n° 8 en lieu et en face du n°7 rue Péré ;

Considérant qu'aucun immeuble ne porte le n°8 ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le stationnement des véhicules en face du 7 rue Péré de manière à faciliter les opérations de livraisons de marchandises ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – L'arrêté municipal n°AP-2013-0522 en date du 18 octobre 2013 qui réglementait l'emplacement de livraison au droit du n°8 rue Péré est abrogé.

ARTICLE 2 – Le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant rue Péré sur l'emplacement matérialisé en face de l'immeuble portant le n°7, sauf pour les véhicules assurant une livraison de marchandises qui sont autorisés à s'arrêter sur cet emplacement durant le temps strictement nécessaire aux opérations de chargement ou de déchargement.

ARTICLE 3 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté est enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 6 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 7 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et inscrit au registre des arrêtés de la commune.


Clarisse JOHNSON LE MOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire

